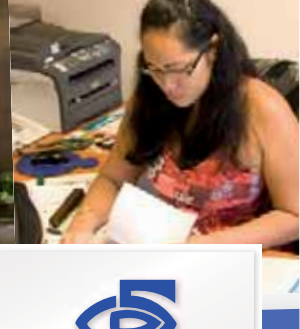


DOSSIER DE PRESSE

2^{èmes} Journées Santé et Sécurité au Travail A rohi ana'e



PARTICIPATION GRATUITE



LYCÉE HÔTELIER DE TAHITI
à OUTUMAORO

16 - 17
OCT. 2013



Caisse de Prévoyance Sociale
Te Fare Turuuta'a
www.cps.pf

LA PRÉVENTION, UN OUTIL AU SERVICE DES ENTREPRISES

En Polynésie française, le Service Prévention des Risques Professionnels, qui existe depuis 10 ans, constitue un partenaire du monde du travail en accompagnant et en conseillant les entreprises et les salariés sur les mesures relatives à la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles..

I. Bref historique de la prise en charge du risque en entreprise

L'obligation légale pour l'employeur d'évaluer les risques professionnels est instituée en 1998 et permet d'assurer une meilleure prévention des Accidents du Travail et des Maladies Professionnelles (AT/MP).

Le principe de cette évaluation des risques vise à rendre l'entreprise proactive par la mise en place d'une démarche de progrès en matière de santé et sécurité au travail avec l'objectif de maîtriser ses risques et donc de réduire la fréquence et la gravité des AT/MP.

En octobre 2003, le conseil d'administration de la Caisse de Prévoyance Sociale (CPS) valide la création du Service Prévention des Risques Professionnels (SPRP) suite aux recommandations issues des travaux de la Commission de Prévention en charge de l'étude et de l'élaboration de toutes les mesures relatives à la prévention des AT/MP.

La loi de Pays LP 2010-10, en date du 19 juillet 2010 (articles Lp. 4121-1 et suivants), est venue compléter le texte initial et renforce le caractère obligatoire de la nécessité pour l'entreprise de formaliser dans un document les principaux risques professionnels et les moyens de prévention mis en place avec un délai d'application au 1 janvier 2014.

Sur 15 ans, la prise en charge du risque en entreprise, parallèlement à une réglementation revisitée, a évolué. Le Pays a procédé à une modernisation de la législation du travail permettant d'appliquer l'obligation d'évaluation du risque en entreprise:

- Des formations ont été organisées en partenariat avec la Direction du travail, la CPS, l'AMT-CGPME (association de médecine du travail de la confédération générale des petites et moyennes entreprises), le SISTRA (Service interentreprises de santé au travail) et le Fonds paritaire de Gestion de la Formation Professionnelle Continue.
- Des mesures incitatives ont été créées pour réduire les risques par l'attribution d'aide lors des campagnes soutenues par la CPS du type « outils plus sûrs » ou formations conventionnées en vigueur depuis 6 ans déjà.

Dans ce contexte et plus généralement, l'organisation par la CPS des Journées Santé et Sécurité au Travail (JSST) permet de réunir en un seul lieu les entreprises et les salariés pour s'informer sur les thèmes des risques en entreprise.

II. Les Journées Santé et Sécurité au travail (JSST)

1^{ère} édition en 2011

Les risques professionnels représentent un coût humain, financier et matériel important pour l'entreprise. Pour limiter ces risques, les entreprises ont été sensibilisées et amenées à évaluer les risques professionnels inhérents à leurs métiers. Pour cela, elles ont bénéficié d'un accompagnement au quotidien sur les chantiers et d'information au travers de brochures et de guides mis à leur disposition par le SPRP.

En 2011, la CPS organise la 1^{ère} édition des JSST dont l'objectif était principalement de les sensibiliser sur les enjeux de développer la prévention des risques professionnels au sein de leurs établissements.

Cette première manifestation, qui s'est tenue sur deux matinées au Lycée Hôtelier de Tahiti à Ouhamaoro, a rencontré un franc succès rassemblant plus de 500 personnes employeurs et salariés. Les participants ont pu échanger et partager leurs expériences en présence des partenaires institutionnels, des représentants de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie d'Ile-de-France (CRAMIF) et des entrepreneurs ayant eux mêmes mis en œuvre la prévention au sein de leurs entreprises.

A cette occasion, la CPS instaure un partenariat avec le lycée Hôtelier de Tahiti par la signature d'une convention. Un nouveau lien se crée rapprochant ainsi le monde du travail et le monde de l'éducation en l'occurrence les lycéens pour lesquels le métier représente également un secteur à risque.

Le 16 et 17 octobre 2013 - JSST 2013 - La 2^{ème} édition

Comme en 2011, la seconde édition se déroule sur deux matinées les mercredi 16 et jeudi 17 octobre de 8h00 à 12h00 au lycée hôtelier de Tahiti.

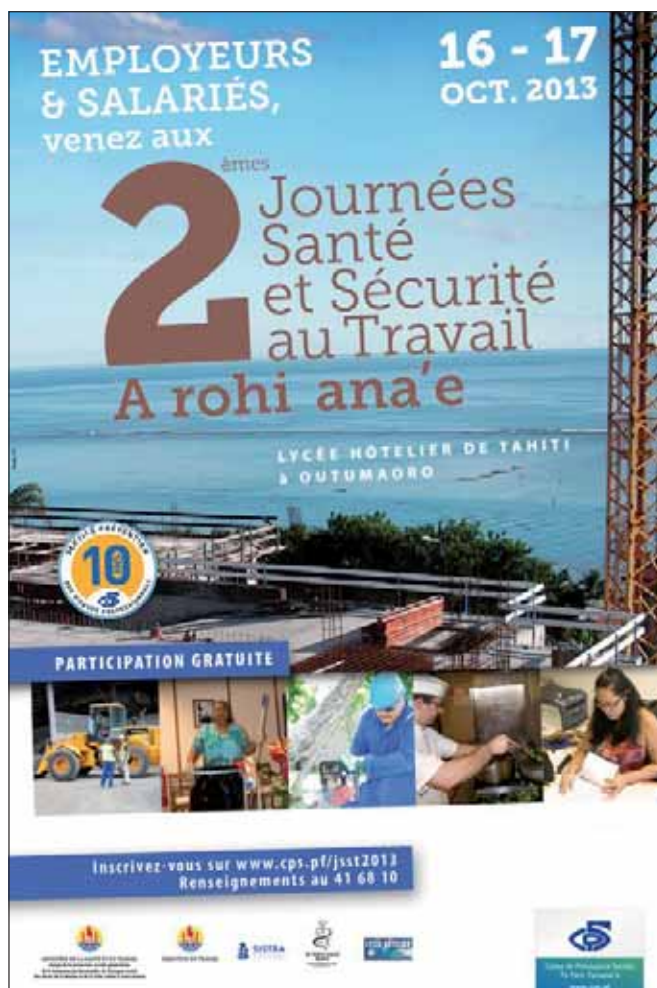
Fort de ses 10 années d'expériences et du succès de la 1^{ère} édition, le service SPRP confirme ce rendez-vous incontournable en assurant la promotion de la santé et la sécurité au travail en entreprise.

Cette 2^{ème} édition met l'accent sur des sujets d'actualités. En effet, les journées s'articuleront autour des conférences, des ateliers débats, des espaces de rencontre sur les thèmes liés à l'amiante, aux produits pesticides, à la co-activité en entreprise et notamment à l'évaluation des risques professionnels animés par une trentaine d'intervenants.

Les participants auront la possibilité d'échanger sur des problématiques communes avec les interlocuteurs du service PRP : M. François BLANCHARD, ingénieur conseil régional de la CRAMIF, et M. Maurice LIWON pour la Caisse des Allocations Familiales et d'Accident du Travail de Nouvelle-Calédonie (CAFAT).

Du matériel de sécurité sera exposé dans la cour intérieure du Lycée hôtelier. Les exposants procéderont à une présentation et démonstration à l'utilisation du matériel en toute sécurité.

La participation est gratuite et les inscriptions se font via le site web à l'adresse www.cps.pf/jsst2013, pour une participation à la conférence ou aux ateliers du mercredi 16 octobre 2013 et jeudi 17 octobre 2013 suivant le programme disponible également sur le site.



III. Présentation du Service prévention des risques professionnels de la CPS (SPRP)

1. Contexte général



En 2002, le conseil d'administration de la CPS s'engage en faveur de la prévention des risques professionnels en entreprise et instaure une commission chargée de l'étude et de l'élaboration des mesures relatives à la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles. Un fonds de prévention Accident du Travail (FPAT) dédié aux actions de prévention dans les entreprises est créé et reconduit depuis lors chaque année.

Dans cette dynamique, le conseil d'administration donne un avis favorable pour la création du Service prévention des risques professionnels en 2003.

Le service SPRP a pour objectif principal de réduire la fréquence et la gravité des Accidents de Travail et Maladies Professionnelles (AT/MP) et de mettre en œuvre des actions ciblées à destination des entreprises.

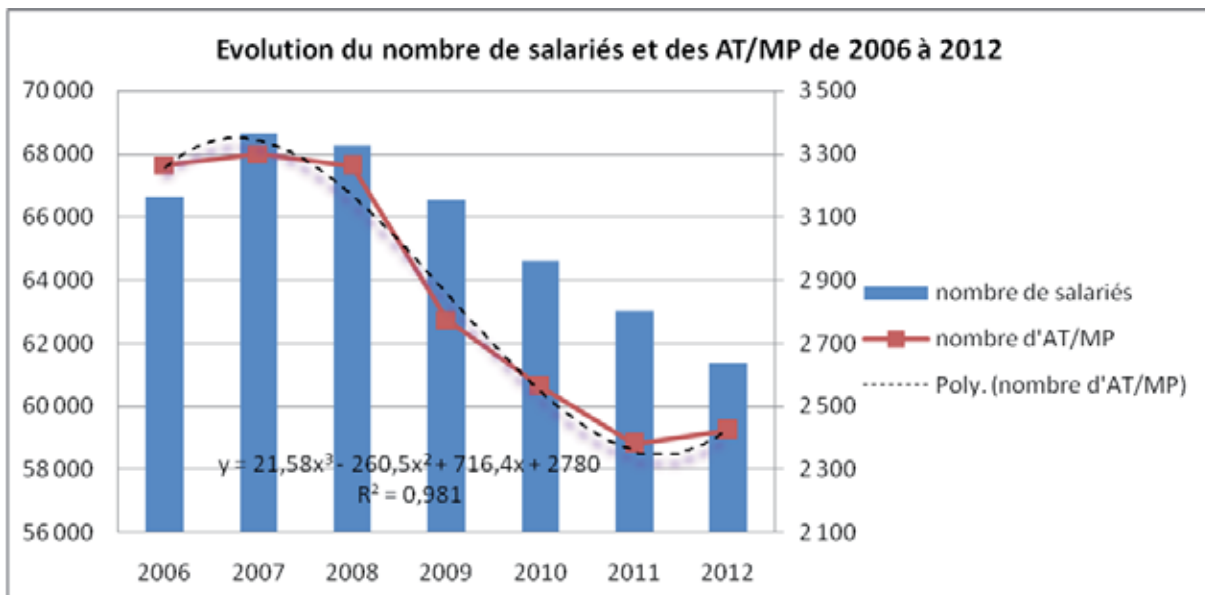
Il est actuellement composé de 4 agents. Son expertise est reconnue et son efficacité confirmée par un bilan qualitatif et quantitatif positif.

Chaque année, le plan d'actions ainsi que la ventilation des financements alloués (50 MF/an) sont proposés par la commission de prévention (commission statutaire) et après validation par le régime des salariés, mis en œuvre par le service. Les actions du service s'articulent notamment autour des visites sur chantiers et d'entreprises (environ 300/an), des participations et formations CHSCT (35 / an).

2. Le bilan en chiffres-clés

A) Evolution du nombre de salariés et des AT/MP de 2006 à 2012

Le graphique ci-dessous met en évidence la baisse constante des ATMP entre 2007 et 2011 et la remontée du nombre de sinistres entre 2011 et 2012 (+44).



B) Les principales causes d'accident du travail en 2012

Sur l'effectif de 61 368 salariés relevant du Régime des Salariés (hors étudiants et stagiaires en formation), 2 425 sinistres ont été reconnus par la branche Accident du travail(AT) dont :

- 83,6 % d'accidents de travail (soit 2026 AT) ;
- 15,8% d'accidents de trajets ;
- Moins de 1% de maladies professionnelles ;
- 4 accidents de travail mortels (dont 1 de trajet).

La principale cause des accidents du travail reste les chutes de personnes, les heurts et chocs par objets ou /objets mobiles représentent la deuxième cause.

C) Les risques par secteur d'activité en 2012

Pour la première année, le secteur du BTP n'est plus le secteur d'activité ayant le plus de sinistres en nombre de dossiers. Désormais, au premier plan, on retrouve le secteur de l'hébergement-restauration qui dénombre 383 ATMP sur les 2 425 reconnus. A noter toutefois que ce secteur d'activité compte 6 451 salariés et le BTP 4 417.

Le BTP reste le secteur le plus contrôlé par l'Inspection du travail et la CPS car bien que le nombre de dossiers ATMP ait diminué, il reste le secteur ayant l'indice de fréquence le plus élevé.

Dans le secteur hébergement/restauration, les accidents de choc et de heurt par des objets et de chutes de personnes représentent près de la moitié des accidents de travail.

D) Les parties du corps les plus touchées

Les mains restent les parties du corps les plus touchées (25% des AT), puis les pieds et l'abdomen qui représentent respectivement 16,8 % et 15,7 % qui souvent auraient pu être évités par le port d'équipement de protection individuelle (chaussures de sécurité, gants,...).

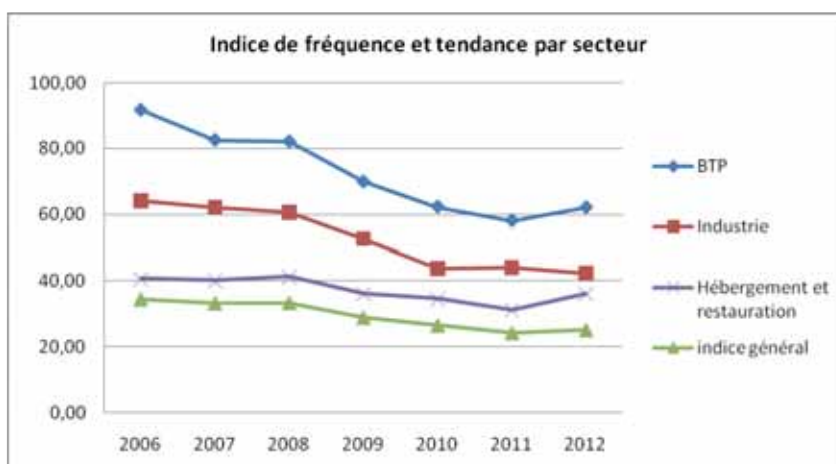
E) Indice de fréquence

Pour rappel, l'indice de fréquence représente le nombre d'AT avec arrêt pour 1 000 salariés.

La tendance à la baisse observée depuis 2004 a suivi la même évolution que le nombre de dossiers ATMP. Par contre, en 2012 on observe une légère hausse de l'indice de fréquence. C'est ainsi que l'indice de fréquence général passe de 24,19 en 2011 à 25,08 en 2012.

Le BTP demeure le secteur d'activité ayant l'indice de fréquence le plus élevé avec un indice à 62.04.

Les indices de fréquence pour les secteurs du BTP et de l'hébergement restauration sont en hausse de près de 4 points. A l'inverse, on observe une baisse de l'indice pour le secteur de l'industrie.



Pour comparaison avec la Métropole, l'indice de fréquence polynésien était inférieur de 12 points pour l'année 2011.

3. Le partenariat : une ouverture recherchée

Dans un monde du travail en mutation auquel le service s'adapte grâce à des partenariats renforcés avec les institutions œuvrant dans le domaine de la prévention hors de nos frontières et sur le Fenua.

- Le SPRP a développé et mutualisé ses actions avec les partenaires qui contribuent au développement de la prévention : la Direction du travail, le SISTRA, l'AMT-CGPME, le Fonds paritaire, les représentants syndicaux, les établissements scolaire (lycée du Taaone, lycée Hôtelier).

- En Métropole, la Caisse Régionale d'Assurance Maladie d'Ile-de-France (CRAMIF) et l'Institut National de Recherche et de Sécurité (INRS) accompagnent le service SPRP depuis sa mise en place. Les agents du service ont bénéficié de formations initiales et en continue. Les entreprises ont également pu bénéficier de leur expertise lors des missions financées par le Fonds de prévention AT.

- Plus proche, le service SPRP établit en 2009 des nouveaux liens avec la CAFAT de la Nouvelle Calédonie. Ce rapprochement vise à faciliter les échanges et les retours d'expériences. Aussi, sur notre invitation, M. Maurice LIWON, responsable du service des risques professionnels de la CAFAT, participera aux JSST2013.

La finalité de cette collaboration étroite avec les partenaires experts a permis au service SPRP, depuis sa création à aujourd'hui, de promouvoir la prévention des risques en entreprise et d'exercer pleinement ses missions de conseil et de contrôle.

Ainsi, le service SPRP organise, coordonne ou participe aux actions d'accompagnement des entreprises dans leur démarche d'évaluation des risques par la mise en œuvre :

- Des sessions d'information et de sensibilisation aux risques professionnels ;
- D'actions de formations pour les membres des comités d'hygiène et de sécurité des conditions de travail (CHSCT) , de l'Education Nationale, des communes... ;
- Des campagnes d'information et de sensibilisation ;
- D'une bibliothèque technique ;
- Des partenariats avec les syndicats professionnels et les partenaires institutionnels.

Plus généralement, des programmes d'actions de sensibilisation à destination des entreprises ont été mises en place sur :

- la coordination de sécurité sur les chantiers du secteur du BTP ;
- les polluants ;
- les risques liés à la manutention manuelle ;
- les risques liés aux équipements de travail ;
- les risques liés à l'utilisation de l'amiante ;
- l'évaluation des risques avec la Direction du travail, l'AMT-CGPME, le SISTRA et le Fonds paritaire de Gestion de la Formation Professionnelle Continue.

4. Perspectives du service prévention des risques professionnelles

Promouvoir la santé et la sécurité au travail.

L'application de la tarification AT incitative reste une priorité pour compter de janvier 2014.

Le service PRP poursuit sa mission d'accompagnement et de conseil en entreprise avec un plan d'actions triennal ayant pour objectifs :

- d'évaluer les risques afin d'agir sur les risques particuliers (amiante, hydrocarbures, polluants...);
- de rendre l'entreprise pro active dans sa démarche de prévention au moyen de formation de coordonnateurs dans le secteur du bâtiment et d'actions concertées tout particulièrement sur le risque amiante.
- de prévenir les maladies professionnelles par la mise en œuvre d'actions plus spécifiques de sensibilisation auprès des professionnels de santé, des salariés et des entreprises.

Ci-après le programme synthétique

La première matinée sera consacrée à des conférences et des ateliers pratiques sur les thématiques suivantes :

> Les conférences :

- Approche comparée des actions de prévention entre la CAFAT, la CRAMIF et la CPS (animée par un représentant de chacun des établissements) ;
- 10 ans de Prévention des risques professionnels à la CPS (animée par la CPS) ;
- Les expositions professionnelles relevées par la médecine du travail (animée par le SISTRA et l'AMT-CGPME) ;
- Les orientations stratégiques du Pays en matière de réglementation au travail (animée par la direction du travail) ;

> Les ateliers-pratiques :

- Les modalités de déclaration, reconnaissance et indemnisation des accidents du travail et maladies professionnelles (animé par la CPS) ;
- Comment saisir la Direction du travail ? (animé par la direction du travail) ;
- La surveillance médicale renforcée et ordinaire (animé par l'AMT-CGPME) ;
- Comment utiliser sa cotisation au Fonds paritaire ? (animé par le Fonds paritaire « Te Pu no te lte ») ;
- Les aides financières de la CPS (animé par la CPS).

La deuxième matinée prendra la forme d'ateliers-débat sur les thèmes liés à :

- La démarche d'évaluation des risques: les principes généraux de prévention (animé par la CPS, la direction du travail et les services de santé au travail) ;
- La prévention des risques liés à l'utilisation des pesticides (animé en collaboration avec le Centre d'hygiène et de salubrité publique et le service de développement rural) ;
- L'expérience de la Nouvelle-Calédonie sur la mise en place d'un accompagnement du secteur de la menuiserie alu et PVC (animé par le responsable du service prévention des risques professionnels de la Caisse des Allocations Familiales et des Accidents du Travail (CAFAT) de Nouméa) ;
- La prévention des risques liés à l'amiante (animé par la CPS, la direction du travail et les services de santé au travail) ;
- La prévention des risques liés à la co-activité des entreprises extérieures dans les entreprises utilisatrices (animé par l'ingénieur conseil régional de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie d'Ile de France (CRAMIF)).

Présentation des intervenants et des thèmes

MERCREDI 16 OCTOBRE 2013

L'APPROCHE INSTITUTIONNELLE - DE 8H30À 10H

DANS LA SALLE AUDITORIUM

Evolution de la Santé et Sécurité au Travail en Polynésie française sur les 10 dernières années

L'objectif sera d'apporter aux entreprises des éléments leur permettant de prendre conscience du coût humain et de l'impact financier des risques professionnels et de présenter les actions menées depuis les 10 ans d'existences du service prévention des risques professionnels de la CPS, par une présentation succincte des actions mises en œuvre en partenariat avec les Institutions œuvrant dans le domaine de la prévention.

Mme Tekura GAY - Chef du service Prévention des Risques Professionnels de la CPS

L'approche comparée des actions de prévention entre la CRAMIF, la CAFAT et la CPS

La CRAMIF est l'organisme chargé de la prévention des risques professionnels en Ile de France. En Nouvelle-Calédonie ces missions sont assurées par la CAFAT et en Polynésie française par la CPS.

Ce regard croisé des actions de prévention de ces 3 Institutions permet de comparer les actions en fonction des spécificités locales mais également de voir les problématiques et les actions communes tels que la démarche du document d'évaluation des risques ou le risque de chute de hauteur.

Dr Vincent DUPONT - Sous-directeur des Prestations de santé et prévention de la CPS

François BLANCHARD - Ingénieur Conseil Régional de la CRAMIF

Maurice LIWON - Responsable du service Prévention des Risques Professionnels de la CAFAT

Les expositions professionnelles relevées par la médecine du travail

Les services de santé au travail réalisent le suivi médical d'environ 45 000 salariés.

Les services de santé au travail contribuent à la prévention des atteintes à la santé des travailleurs du fait de leur travail, tout au long de leur parcours professionnel.

Ils ont un regard global de l'exposition des salariés et peuvent ainsi apporter des conseils aux entreprises quant à la mise en place de mesures de prévention des risques professionnels.

Cette présentation pose le bilan et l'évolution de l'exposition des salariés aux risques professionnels.

Muriel BURLE - Directrice du SISTRA

Teva CARDINES - Directeur administratif et financier de l'AMT-CGPME

Orientations stratégiques du Pays en matière de réglementation sur la santé et sécurité au travail

En 2010, la Loi santé au travail a été promulguée, introduisant des évolutions en matière de prévention des risques professionnels (document d'évaluation des risques, prévention des risques chimiques, prévention des risques liés aux manutentions manuelles,...).

En 2011, les textes concernant le droit du travail ont été codifiés.

Les textes évoluent au fur et à mesure des évolutions techniques ou des connaissances en matière de risque.

Cette présentation apporte un éclairage sur les textes récemment pris en matière de santé au travail et sur les projets en cours.

Paul LUBAC - Directeur du Travail

ATELIER-DEBAT - DE 10H30 À 12H00

DANS LA SALLE DE L'AUDITORIUM :

Accidents du travail & Maladies professionnelles - Modalités de déclaration, reconnaissance et indemnisation

Lorsque l'accident survient dans l'entreprise, c'est tout un mécanisme administratif qui s'enclenche : déclaration, reconnaissance, réparation de l'incapacité temporaire, permanente,...

L'objectif de cet atelier est de vous présenter ces mécanismes :

- ce qu'est un accident du travail et une maladie professionnelle,
- les démarches à suivre pour faire les déclarations
- les modalités de reconnaissance
- les prestations en nature et en espèces versées suite à un AT-MP

Et bien sûr répondre à vos questions sur sa gestion administrative.

Dr Thierry SICARD - Médecin Inspecteur du Travail

Dr Françoise YUNE - Médecin Conseil de la CPS

Aline LY - Chef de section au service Assurance Maladie / Accident du Travail de la CPS

DANS LA SALLE 2 RETROUVEZ DE 10H30 À 12H :

Les Aides financières de la CPS

Depuis 2008, la CPS propose des aides financières à destination des entreprises.

L'objectif de cet atelier est de vous présenter les aides actuelles :

- les outils plus sûrs pour l'achat de matériel en sécurité
- et l'accompagnement à la démarche d'évaluation des risques par un IPRP.

Et de vous rappeler les démarches à suivre pour y prétendre.

Rocky HUNTER - Conseiller en sécurité au service prévention des risques professionnels de la CPS

Comment saisir la Direction du Travail ?

La Direction du travail participe à l'élaboration des politiques publiques du travail en Polynésie française. Elle élabore, coordonne, anime, met en œuvre, contrôle et évalue les activités concourant à la réalisation des objectifs de ces politiques.

Elle a entre autre pour mission d'informer et de conseiller les employeurs et les salariés aux fins de respecter la réglementation du travail.

Vous saurez comment les saisir et sur quels sujets.

Noelline COSTES et Moeava HELME - Contrôleurs du travail

DANS LA SALLE 3 RETROUVEZ DE 10H30 À 12H :

La surveillance médicale renforcée et ordinaire

L'objectif est de présenter le rôle et les missions du médecin du travail, un acteur et un relais de la prévention des risques professionnels dans l'entreprise, au côté de l'employeur.

La différence entre un suivi en surveillance médicale renforcée et ordinaire sera abordée.
Mr Médecin du travail à l'AMT-CGPME

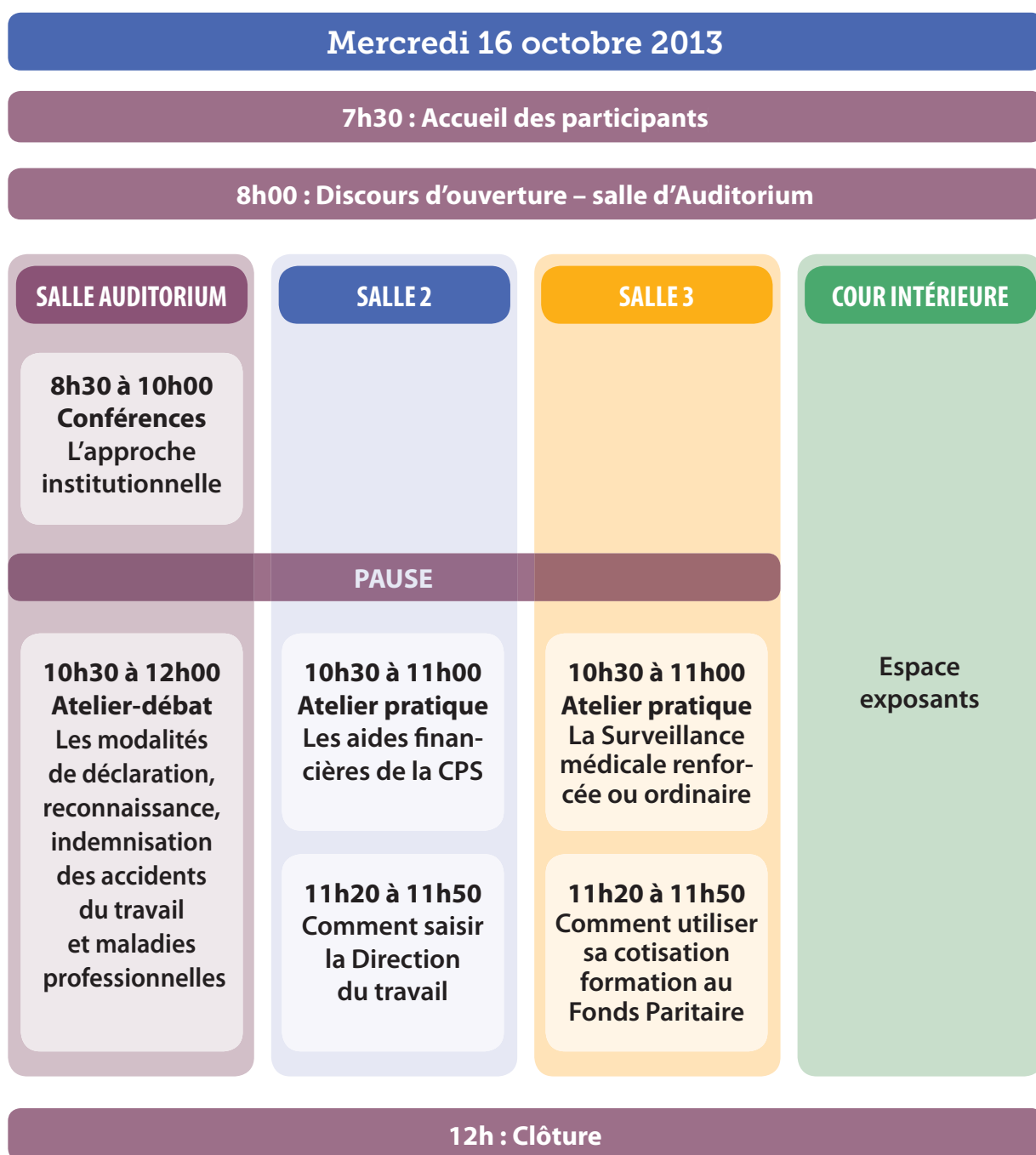
Comment utiliser sa cotisation au Fonds Paritaire ?

L'objectif est de présenter le rôle du Fonds paritaire de gestion de la formation professionnelle continue et de connaître les démarches et formalités à remplir par une entreprise pour utiliser sa cotisation au Fonds.

Le taux de la contribution versée par les employeurs est fixé à 0,5% des rémunérations soumises à cotisations (Article A6321-1 du code du travail)

Tamatea TAPUTU-DE VRIENDT - Conseiller en formation au Fonds Paritaire

Synthèse du programme de mercredi



JEUDI 17 OCTOBRE 2013

ATELIER-DEBAT - 8h à 9h30

DANS LA SALLE AUDITORIUM

L'évaluation des risques dans l'entreprise

Principes généraux de prévention

Les employeurs ont jusqu'au 31 décembre 2013 pour établir leur document d'évaluation des risques. Les mesures de prévention devront être mises en œuvre en suivant les principes généraux de prévention.

L'objectif de cet atelier est de présenter la démarche d'évaluation et d'apporter des exemples pour l'application des principes généraux de prévention.

Thèmes abordés :

- Expliquer ce qu'est "UN RISQUE"
- Les différentes étapes d'une démarche de prévention des risques professionnels,
 - De l'organisation à la mise en œuvre
 - La cotation du risque
 - Les principaux risques
 - Le plan d'action
 - Deux grilles d'EvRP
- Les principes généraux de prévention
 - Exemple par thème avec des situations propres à la Polynésie française
 - Exemple d'une démarche d'évaluation et les mesures de prévention s'y rapportant
- Donner des références de guide aux employeurs des différents secteurs d'activités.

Calixte HELME - Conseiller en sécurité au service prévention des risques professionnels de la CPS

Gilles COPIE - Contrôleur du travail à la Direction du travail

Dr Christian GUIVARC'H - Médecin du travail au SISTRA

Sylvie PUTHOD - IPRP au SISTRA

Invité au débat : François BLANCHARD (CRAMIF)

DANS LA SALLE 2

L'expérience de la Nouvelle-Calédonie sur la mise en place

d'un accompagnement du secteur "fabrication de menuiserie alu et PVC"

Maurice LIWON - Responsable du service Prévention des Risques Professionnels de la CAFAT

Tekura GAY - Chef du service Prévention des Risques Professionnels de la CPS

DANS LA SALLE 3

La prévention des risques liés à l'utilisation des pesticides

En juillet 2011, les obligations en matière de commercialisation et de manipulation des produits pesticides ont évoluées. Les produits pesticides peuvent être des produits chimiques dangereux présentant des risques pour les salariés qui les manipulent mais également pour ceux intervenant à proximité.

L'objectif de cet atelier est d'accompagner les employeurs dans la maîtrise de ce risque.

Thèmes abordés :

- l'agrément et la certification pour la commercialisation et la manipulation
- les conditions de stockage des pesticides
- les risques encourus pour la santé lors de l'utilisation des produits
- l'évaluation du risque et la démarche de prévention
- les méthodes alternatives à l'utilisation des pesticides

Rocky HUNTER - Conseiller en sécurité au service prévention des risques professionnels de la CPS

Christine WONG - Ingénieur au Département de la Protection des végétaux

Stéphane LONCKE - Service d'hygiène et de salubrité publique

Aimatarii BLOUIN - Contrôleur du travail

Dr Irène SUIRE - Médecin du travail à l'AMT-CGPME

Yoann MOUSSU - Entreprise Bio 3D

ATELIER-DEBAT - 10H15 À 11H45

DANS LA SALLE AUDITORIUM

La prévention des risques liés à l'amiante

La réglementation sur la prévention des risques d'exposition à l'amiante a été intégrée au code du travail en septembre 2011 (Arrêté n°1482/CM du 27/09/2011).

L'amiante présente des qualités remarquables en terme de flexibilité, d'ininflammabilité, de résistance chimique et mécanique, ... et de fait s'est retrouvé dans de nombreux matériaux de construction (dalles de sol, colle, cloisons, gaines, ...).

Cette présence considérable génère des risques d'exposition aux fibres d'amiante principalement dans les métiers du bâtiment et de la maintenance industrielle. L'objectif de cet atelier est de sensibiliser et d'orienter employeurs et salariés sur la démarche de prévention du risque amiante.

Rocky HUNTER - Conseiller en sécurité au SPRP CPS

Marjorie JACQUES - Inspecteur du travail à la Direction du travail

Dr Agnès VALADIER - Médecin du travail au SISTRA

Invité au débat : Maurice LIWON (CAFAT)

DANS LA SALLE 2

Espace Conseils et Informations

Cette salle est en libre accès - Profitez de la présence des agents des Institutions de prévention et de contrôle pour leur poser vos questions sur les thématiques relatives à la santé et la sécurité au travail.

Salle 3 : La prévention des risques liés à la co-activité

des entreprises extérieures et des entreprises utilisatrices.

Lors d'interventions d'une entreprise extérieure dans une entreprise utilisatrice, les deux employeurs définissent en commun les mesures de prévention à prendre par chacun d'eux en vue d'éviter les risques professionnels qui peuvent résulter des activités des deux entreprises.

Cet atelier est une présentation de la démarche mise en place à la CRAMIF pour prévenir les risques liés à cette co-activité.

François BLANCHARD - Ingénieur Conseil Régional de la CRAMIF

Yann BERTIN - Inspecteur du Travail

Tekura GAY - Chef du service Prévention des Risques Professionnels de la CPS

Jeudi 17 octobre 2013			
7h30 : Accueil des participants			
SALLE AUDITORIUM	SALLE 2	SALLE 3	COUR INTÉRIEURE
8h00 à 9h30 Atelier - débat L'évaluation des risques professionnels dans l'entreprise – Principes généraux de prévention	8h00 à 9h30 Atelier - débat Expérience de la Nouvelle-Calédonie : Accompagnement du secteur "fabrication de menuiserie alu et PVC"	8h00 à 9h30 Atelier - débat La prévention des risques liés à l'utilisation des pesticides	Espace exposants
PAUSE			
10h15 à 11h45 Atelier-débat La prévention des risques liés à l'amiante	10h15 à 11h45 Accueil – Conseil en libre accès	10h15 à 11h45 Atelier pratique La prévention des risques liés à la co-activité des entreprises extérieures et entreprises utilisatrices	
12h10 : Cocktail de clôture			

LISTE DES EXPOSANTS 2013

YUNE TUNG

Présentation de matériels de sécurité (Sécurité Electrique, Sécurité pour les travaux en hauteur, Sécurité pour travaux sur machines...) Démonstration d'utilisation d'un aspirateur relié à un outil portatif pour une meilleure sécurité.



SOCIMAT

Présentation de matériels de sécurité (Lève plaque, monte charge, cofret électrique de chantier, échafaudage...). Démonstration d'utilisation d'un lève plaque.

Ets Lev'arrim

FTP

LEV'ARRIM

Présentation de matériels de sécurité (Nacelle, Echafaudage et Plate forme Individuelle roulante...)



FTP en partenariat avec INTERMAT & POLY-DIESEL

Présentation de la formation C.A.C.E.S. Démonstration d'utilisation en sécurité d'une nacelle et d'un tractopelle.

interMAT

CAPSE

Présentation d'un IPRP et de la formation CNPP. Des supports vidéo seront présentés tout le long des matinées ainsi que le partage de son expérience IPRP et présentation de la formation CNPP.



SAS Tahiti

Exposition de matériels de soudure.



Fédération Polynésienne de Protection Civile

Démonstrations des gestes qui sauvent

PSI

CPS en partenariat avec PSI

Informations et présentations des dépliants de la CPS.

Démonstration de l'utilisation d'extincteurs par son service Sécurité.



[illegible]